

### **OMC : reprise des négociations agricoles**

Du 22 au 26 mars, les Etats membres de l'OMC se sont retrouvés à Genève, au siège de l'institution, pour traiter des questions agricoles au sein du comité des négociations sur l'agriculture. C'est la première fois depuis la conférence ministérielle de Cancun que se tient une réunion formelle sur l'agriculture, l'un des dossiers clés des négociations du cycle de Doha. A Cancun il avait opposé les Etats-Unis et l'Union européenne, qui s'étaient accordés sur une position commune quelques semaines avant la conférence, au G20, groupe de pays en développement formé à l'occasion autour du Brésil, qui demande l'élimination des subventions agricoles. Le G90, qui réunit les pays Afrique Caraïbes Pacifique (ACP), les Pays les moins avancés (PMA) et l'Union africaine (UA), avait aussi exprimé son mécontentement sur l'évolution de la négociation agricole, considérant notamment que le traitement spécial et différencié pour les pays en développement n'était pas satisfaisant. Six mois après le retentissant échec de Cancun, le climat des négociations semble s'être quelque peu adouci. Selon Tim Groser, l'ambassadeur de Nouvelle Zélande qui préside le groupe de négociations sur l'agriculture, les négociations sont aujourd'hui caractérisées par « plus d'écoute » et « il semble qu'il y ait un objectif commun sur le calendrier pour faire en sorte que les délégations parviennent à un accord sur le cadre des négociations au plus tard avant la pause estivale ». C'est particulièrement le souhait des Etats-Unis et de l'Union européenne qui multiplient les ouvertures depuis le début de l'année 2004, sans pour autant satisfaire pleinement les revendications des pays partenaires. Lundi 22 mars, l'Union européenne s'est dite prête à discuter de l'élimination de toutes les subventions à l'exportation, à condition que toutes les formes de subvention à l'exportation (comme le crédit à l'export ou l'aide alimentaire) soient traitées de la même façon. La fixation d'une date pour supprimer les subventions à l'export, processus soutenu par le Groupe de Cairns, n'est pas d'actualité. Les Etats-Unis ont eux aussi montré une certaine flexibilité sur ce volet très polémique des négociations agricoles. Ils demandent en échange que les pays tiers, y compris les pays en développement, ouvrent davantage leurs marchés. L'accès aux marchés est, de l'avis de Tim Groser, le volet sur lequel le plus d'efforts reste à faire, les Etats membres ne s'entendant pas sur la manière dont diminuer les droits de douane. A ce propos, le G10<sup>1</sup>, groupe de pays développés importateurs nets de produits agricoles, a souligné l'importance de barrières tarifaires suffisamment fortes pour protéger leurs agricultures vulnérables.

Les Etats membres de l'OMC auront beaucoup à débattre sur les questions agricoles dans les prochains mois pour parvenir à un accord cadre. Ils ont pour cela prévu de se rencontrer à quatre reprises à Genève (20-23 avril, 2-4 juin, 23-25 juin et 14-16 juillet).

### **Coton : atelier sur le développement à Cotonou**

L'OMC a organisé, les 23 et 24 mars à Cotonou, Bénin, un atelier sur le coton pour aborder la dimension « développement » de l'initiative sectorielle soumise à l'OMC par le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad quelques mois avant la conférence de Cancun. Cette initiative, qui n'a pas trouvé d'issue à Cancun, demande l'élimination progressive des subventions américaines, européennes et chinoises au secteur coton et une compensation financière pour les pertes de recettes relatives à la baisse des cours internationaux du coton causée par ces subventions. Les pays africains présents à l'atelier ont souligné leur attachement à l'initiative telle qu'elle a été présentée à Cancun. Supachai Panitchpakdi, directeur général de l'OMC, a tenu à rappeler que les questions commerciales devaient être traitées dans le cadre général des négociations du cycle de Doha. L'atelier, auquel participaient notamment l'Union européenne, les Etats-Unis et des institutions multilatérales (Banque mondiale et FMI), a passé en revue les programmes, actuels et futurs, d'appui technique et financier au développement des filières cotonnières africaines.

---

<sup>1</sup> Le G10 est composé de la Suisse, du Japon, de la Corée du Sud, de Taiwan, du Liechtenstein, d'Israël, de la Bulgarie, de la Norvège, de l'Islande et de l'Ile Maurice.